



HAL
open science

Croissance et décroissance des villes françaises

Gérard-François Dumont, Laurent Chalard

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont, Laurent Chalard. Croissance et décroissance des villes françaises : La typologie des évolutions démographiques. Population et avenir, 2010, 699, pp.04-07, 20. 10.3917/popav.699.0004 . halshs-00770082

HAL Id: halshs-00770082

<https://shs.hal.science/halshs-00770082>

Submitted on 17 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Croissance et décroissance des villes françaises

Frédéric Saint-Raphaël, n° 1 français de la croissance démographique. © Technobl05.

DOSSIER

La typologie des évolutions démographiques

Le phénomène de l'urbanisation ne peut être contesté, avec désormais plus des trois quarts de la population de la France habitant dans des villes. Pourtant, il est loin d'être uniforme. Il importe donc d'analyser la recomposition de la France durant les trois dernières décennies.

par Gérard-François DUMONT et Laurent CHALARD*

croissance démographique maximale dans des espaces de morphologie rurale se situant au-delà des périmètres des unités urbaines. Ces pourcentages ne doivent donc pas laisser croire à l'existence d'une émigration urbaine générale, mais plutôt à une extension du périmètre d'influence des villes, au-delà du secteur central en continuité de cadre bâti, donc de l'unité urbaine.

TROIS TYPES DE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ÉLEVÉE

La catégorie des unités urbaines à la croissance démographique élevée, celles dont la population a progressé de plus de 25 % entre 1975 et 2006, compte exactement 25 unités urbaines⁴. Leur pourcentage de croissance est sensiblement supérieur, voire très supérieur, à celui constaté à l'échelle nationale (16,6 %). Il est supérieur au moins au double de la moyenne de l'ensemble des 117 unités urbaines de France de plus de 50 000 habitants (12,2 %). La géographie de ces 25 villes⁵ présente une forte concentration territoriale, puisqu'elles se répartissent dans seulement 10 régions sur 22 et que deux régions en regroupent onze.

En effet, 21 des 25 villes à croissance démographique élevée se situent dans les régions de la moitié Sud de la France. Les plus nombreuses sont dans un grand quart Sud-Est, qui en comprend à lui seul seize, soit six en Rhône-Alpes, dont quatre pour le seul département de Haute-Savoie, cinq en Provence-Alpes-Côte d'Azur, quatre en Languedoc-Roussillon et une en Corse. Ensuite, le Sud-Ouest comprend cinq unités urbaines, réparties entre quatre en Aquitaine et une en Midi-Pyrénées. Les quatre autres unités urbaines, situées dans la moitié Nord de la France, sont dispersées, se retrouvant aussi bien à l'ouest, Vannes, qu'au centre, Meaux et Orléans, ou qu'à l'est, Haguenau. Leur répartition témoigne de l'absence de logique géographique commune, leur présence dans cette catégorie étant due à un contexte spécifique à chacune d'entre elles.

L'analyse de la répartition de ces 25 villes permet de déterminer trois types d'unités urbaines dont la logique de croissance démographique est différente.

Pour dresser le palmarès des villes françaises, analysons l'évolution démographique des unités urbaines de France métropolitaine comptant plus de 50 000 habitants selon le dernier recensement. La borne de départ retenue est le recensement de 1975, période qui correspond à deux changements structurels. Le premier est le ralentissement de la croissance démographique naturelle sous l'effet de la baisse de la fécondité. Le second est l'émergence du phénomène de para-urbanisation. La borne finale de 2006 correspond à l'année médiane de la première période quinquennale du nouveau recensement de la population RP¹.

Une croissance des unités urbaines inférieure à celle de la France métropolitaine

En 2006, la France métropolitaine² compte 117 unités urbaines de plus de 50 000 habitants³. Ces dernières regroupent plus de la moitié de la population, soit exactement 51,9%. Leur croissance démographique totale, de 12,2% entre 1975 et 2006, est moins soutenue que la moyenne de la France métropolitaine (16,6%). Cette évolution s'explique par l'émergence, à partir de 1975, du processus de para-urbanisation, qui entraîne une

* Université de Paris-Sorbonne, Laboratoire ENEC.

1. Les données au 1^{er} janvier 2007 ne sont pas retenues, puisqu'elle sont calculées au quatre cinquièmes sur les mêmes bases que celles au 1^{er} janvier 2006, donc une future comparaison pertinente ne pourra se faire qu'à l'issue de la deuxième période quinquennale 2009-2013.

2. Concernant les villes d'outre-mer, cf. Dumont, Gérard-François (direction), *La France en villes*, Paris, Sedes, 2010, chapitre 28.

3. Dans leurs délimitations issues du recensement de 1999. Les nouvelles délimitations des unités urbaines issues du RP pourraient être fournies par l'Insee en 2011.

4. Le fait que le nombre d'unités urbaines à croissance supérieure à 25% soit de 25 tient au simple constat des résultats statistiques.

5. Cf. également la cartographie en page 20 de ce numéro.

Sept villes-satellites d'une métropole

Le premier type correspond à sept unités urbaines satellites d'une métropole, donc d'une ville plus importante. Leur croissance démographique élevée s'explique moins par le développement d'activités économiques propres, mais par l'essor de leur fonction résidentielle, à proximité d'une métropole fournisseuse d'emplois et de services. Arcachon, en Gironde, bénéficie de sa proximité de Bordeaux. Thonon-Bains, en Haute-Savoie, se présente dans l'orbite de Lausanne et de Genève, avec des actifs français allant travailler quotidiennement en Suisse, étant donné l'écart de salaire entre la France et la Suisse, mais aussi des travailleurs suisses qui préfèrent résider en France car le logement y est moins cher. Selon une logique comparable, l'unité urbaine d'Annemasse, en Haute-Savoie, constitue en fait un morceau de l'agglomération de Genève, mais l'Insee ne dépassant pas les limites nationales, elle la considère donc comme une unité urbaine à part entière.

Villefranche-sur-Saône, au nord de Lyon, loge des actifs de la deuxième métropole économique de la France, même si elle connaît aussi un certain développement économique, grâce à sa situation privilégiée sur l'autoroute A6. En Seine-et-Marne, Meaux est dans l'orbite parisienne ; son développement économique propre est limité, mais elle est un lieu de résidence d'actifs parisiens. Sète dans l'Hérault accueille de nombreux actifs de Montpellier, d'où une croissance démographique élevée, alors que son tissu économique connaît des difficultés. Enfin, Salon-de-Provence, dans les Bouches-du-Rhône, bénéficie de son appartenance à l'aire métropolitaine de Marseille-Aix-en-Provence. Elle attire des actifs travaillant dans les entreprises de l'étang de Berre ou du pays d'Aix. Elle bénéficie en outre de sa situation de carrefour autoroutier et de possibilités d'urbanisation.

Six villes bénéficiant de l'héliotropisme positif

Le deuxième type d'unités urbaines à croissance supérieure à 25 % relève plutôt de l'héliotropisme positif, et plus généralement d'un cadre de vie jugé agréable. Leurs activités économiques semblent davantage la conséquence de leur développement résidentiel que le contraire. Fréjus-Saint-Raphaël, dans le Var, l'unité urbaine de plus de 50 000 habitants connaissant la plus forte croissance démographique de France sur la période 1975-2006, soit 71,7 %, en est l'exemple type. Cette double station balnéaire de la Côte d'Azur, qui ne forme qu'une seule unité urbaine littorale, s'avère attractive par son cadre de vie et son héliotropisme positif. Bénéficiant aussi de la relative saturation du littoral des Alpes-Maritimes, elle offre des espaces à l'urbanisation.

Dans le même département, la préfecture, Toulon, voit sa population progresser fortement grâce à son héliotropisme positif et à son caractère littoral, en dépit de certaines difficultés économiques. En Languedoc-Roussillon, Narbonne, dans l'Aude, et Perpignan, dans les Pyrénées-Orientales, et en Corse, Ajaccio, suivent la même logique. La seule unité urbaine non méditerranéenne de ce type, Vannes dans le Morbihan, se situe dans une Bretagne Sud jugée à héliotropisme positif relatif dans sa région, outre les aménités du golfe du Morbihan.

Douze croissances portées par une attractivité économique

Le troisième et dernier type se compose de douze unités urbaines dont la croissance démographique tient davantage au développement d'activités économiques les rendant attractives, même si l'héliotropisme positif favorise certaines d'entre elles.

Parmi ces douze unités urbaines, se distinguent d'abord trois grandes métropoles du sud de la France. Toulouse combine croissance économique, autour de l'aéronautique et des biotechnologies, et héliotropisme positif. L'activité économique de Nice, dans les Alpes-Maritimes, repose sur le diptyque tourisme/haute technologie, exerçant une forte attractivité migratoire sur les jeunes et les actifs, grâce à la notoriété de la Côte d'Azur. Bordeaux, en Gironde, additionne des activités traditionnelles, comme le commerce du vin, et de nouvelles activités, par exemple dans le domaine de l'aéronautique/aérospatiale ou de l'électronique.

À ces trois grandes métropoles, s'ajoutent deux métropoles régionales intermédiaires⁶. Montpellier, dans l'Hérault, additionne son rôle de capitale régionale avec des activités soutenues autour des hautes technologies (informatique, secteur médical et biotechnologies), et les effets de l'héliotropisme positif. Orléans, dans le Loiret, compte une activité diversifiée (pharmacie, agroalimentaire, mécanique, électronique et logistique) et un rôle résidentiel notamment en raison de sa relative proximité de Paris.

TABLEAU 1 : LES 25 VILLES COMPTANT PLUS DE 50 000 HABITANTS À LA PLUS FORTE CROISSANCE

Rang	Unité urbaine et numéro du département	Nombre d'habitants		Évolution 1975-2006
		1975	2006	
1	83 Fréjus	53 780	92 318	71,7 %
2	74 Annemasse	76 215	118 554	55,6 %
3	33 Arcachon	39 512	60 143	52,2 %
4	31 Toulouse	560 165	850 873	51,9 %
5	74 Thonon-les-Bains	43 540	64 997	49,3 %
6	74 Cluses	40 958	60 197	47,0 %
7	34 Montpellier	219 570	318 225	44,9 %
8	56 Vannes	45 987	62 962	36,9 %
9	69 Villefranche-sur-Saône	46 937	64 133	36,6 %
10	77 Meaux	51 034	69 012	35,2 %
11	67 Haguenau	42 680	57 491	34,7 %
12	74 Annecy	107 883	144 682	34,1 %
13	34 Sète	54 974	73 674	34,0 %
14	66 Perpignan	136 709	178 501	30,6 %
15	06 Nice	722 234	940 017	30,2 %
16	73 Chambéry	91 795	119 266	29,9 %
17	2A Ajaccio	49 065	63 723	29,9 %
18	11 Narbonne	39 342	50 776	29,1 %
19	45 Orléans	209 234	269 283	28,7 %
20	84 Avignon	213 241	273 359	28,2 %
21	64 Bayonne	148 481	189 836	27,9 %
22	83 Toulon	426 390	543 065	27,4 %
23	33 Bordeaux	636 339	803 117	26,2 %
24	13 Salon-de-Provence	42 882	53 935	25,8 %
25	64 Pau	155 101	193 991	25,1 %
	TOTAL	4 256 023	5 718 136	34,4 %

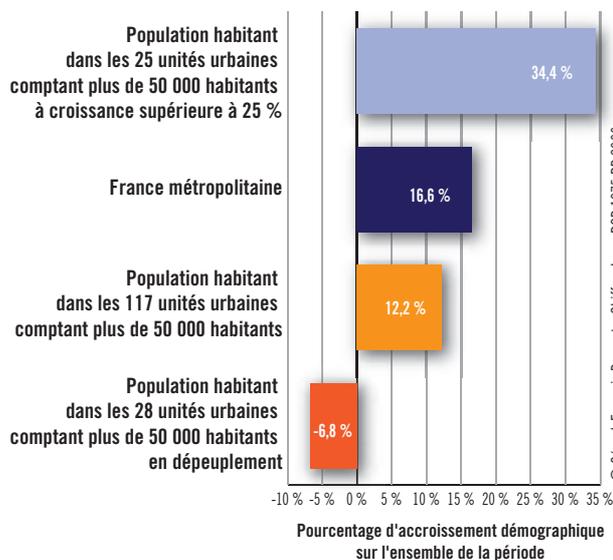
Chiffres RGP 1975 (population sans doubles comptes) - RP 2006 (population municipale).

6. Dumont, Gérard-François avec la collaboration de Chalard, Laurent et de Population & Avenir, *Les métropoles régionales intermédiaires en France : quelle attractivité ?*, Paris, La Documentation française, Datar, 2007.

Ensuite, quatre villes additionnent aux emplois directs et indirects dus à leur fonction de préfecture de département une attractivité économique et un cadre de vie jugé favorable. Il s'agit d'abord d'Annecy en Haute-Savoie et de Chambéry en Savoie. Dans les Pyrénées-Orientales, Pau bénéficie du processus d'industrialisation engagé à partir du complexe gazier de Lacq, qui a permis d'enclencher une dynamique économique dans l'unité urbaine paloise toute proche, comme en témoigne la présence du centre scientifique de Total, et la diversification de son industrie (chimie fine, matériaux composites, aéronautique et industrie pharmaceutique). Avignon, dans le Vaucluse, connaît aussi un certain développement économique autour de l'industrie agro-alimentaire et du secteur tertiaire, avec la logistique et le tourisme. L'unité urbaine de Bayonne, dans les Pyrénées-Orientales, bien que seulement sous-préfecture, s'inscrit dans la même logique que les villes précédentes (aéronautique, logistique et tourisme).

Enfin, ce type comprend deux petites villes industrielles dynamiques. Cluses, en Haute-Savoie, est une unité urbaine industrielle dans cette vallée de l'Arve spécialisée dans le décolletage. Haguenau, dans le Bas-Rhin, compte une industrie variée (agro-alimentaire et biens d'équipement).

FIG. 1 - L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DES VILLES FRANÇAISES LES PLUS PEUPLÉES DE 1975 À 2006



TROIS TYPES DE DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE

28 unités urbaines, soit près du tiers du total, enregistrent, au contraire de la tendance générale, une diminution de leur population entre 1975 et 2006.

Quatorze de ces unités urbaines sont situées dans le quart nord-est, territoire des grands bastions industriels historiques de la France, dont six dans le Nord-Pas-de-Calais, une en Picardie, deux en Champagne-Ardenne, quatre en Lorraine et une en Franche-Comté.

Cependant, la moitié Sud n'est pas totalement absente, puisqu'elle en inclut cinq, dont trois en Rhône-Alpes, région ayant pourtant le plus grand nombre d'unités

urbaines en croissance démographique élevée, ce qui témoigne de dynamiques fortement dissemblables au sein de son territoire. Par contre, on constate que leur nombre est faible dans le Grand Ouest, qui se compose de régions peu industrialisées à l'origine (3 seulement).

Contrairement aux types définis pour les unités urbaines à la croissance démographique élevée, ceux des communes en déclin démographique ont tous un lien avec l'économie, mais qui s'avère différent selon les unités urbaines. Trois types se distinguent.

Difficultés de reconversion face au déclin d'une activité économique auparavant dominante

Le premier correspond aux quinze unités urbaines dont le déclin démographique est le résultat de l'effondrement d'une activité industrielle auparavant essentielle, voire de sa disparition, déclenchant une « émigration industrielle ». Trois secteurs d'activités sont concernés : le charbon, la sidérurgie et la métallurgie, et le textile.

Trois unités urbaines, qui constituaient le plus grand bassin houiller de France dans le Nord-Pas-de-Calais, ont subi la fermeture des mines de charbon. Leur reconversion en cours ne permet pas de compenser les pertes d'emplois, d'où un déficit migratoire important. La première unité urbaine concernée, Douai-Lens, est à cheval sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais. S'ajoutent Valenciennes, dans le Nord, et Béthune, dans le Pas-de-Calais. En Lorraine, il faut compter Forbach, en Moselle, correspondant à la partie française du bassin houiller de la Sarre, dont les dernières mines ont fermé en 2004.

Un deuxième ensemble de villes comprend d'abord Saint-Étienne et Saint-Chamond, dans la Loire, qui eurent le plus grand bassin houiller du Massif Central, et qui furent surtout des villes métallurgiques. Saint-Étienne souffre en outre d'une forte para-urbanisation, notamment sur les plateaux du Forez au nord et de l'Yssingelais au sud. En Lorraine, Thionville et Metz⁷, en Moselle, ont vu leur sidérurgie s'effondrer. À Maubeuge, dans le Nord, la situation est la même, la sidérurgie (Usinor) a quasiment disparu, comme, dans une moindre mesure, la métallurgie à Montluçon, dans l'Allier.

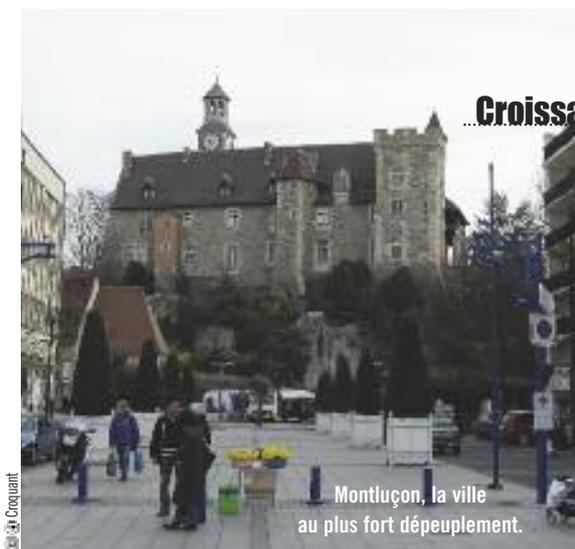
Un troisième ensemble de décroissance démographique tient essentiellement au déclin du textile. Roanne, dans la Loire, fut un des grands pôles textiles français, et sa seconde activité, l'armement, éprouve des difficultés. Épinal, dans les Vosges, poursuit sa reconversion après le déclin du textile. Saint-Quentin dans l'Aisne subit aussi les difficultés du textile et de la mécanique, dans un contexte de faible diversification de son tissu économique, situation qui se retrouve à l'identique à Châteauroux.

Enfin, cas particulier, le déclin de Béziers, dans l'Hérault, tient plutôt à celui d'une activité relevant du secteur tertiaire, le négoce du vin, dans le contexte d'un tissu économique insuffisamment diversifié.

Dix villes confrontées à des restructurations industrielles

Le deuxième type d'unités urbaines en déclin démographique, en comptant dix, tient non à la reconversion après la quasi-disparition de l'activité principale, mais davantage à des restructurations liées à des progrès de productivité ou à

7. Dont l'unité urbaine inclut l'ancienne unité urbaine à dominante sidérurgique d'Hagondange-Briey, qui explique à elle seule le déclin démographique de l'unité urbaine messine.



des stratégies d'externalisation. Montbéliard, dans le Doubs, en constitue l'exemple type, avec l'industrie automobile connaissant une réduction des emplois. Le Mans, dans la Sarthe, très présente aussi dans l'industrie automobile, est touchée par le même processus, mais à un degré moindre, grâce à ses activités tertiaires et sa proximité de Paris. Charleville-Mézières, dans les Ardennes, est une autre unité urbaine touchée par la fermeture des sous-traitants de l'automobile et l'insuffisance de diversification économique.

Ensuite, dans ce type, se distingue la présence de plusieurs villes portuaires, ayant enregistré des pertes d'emploi dans les activités portuaires et dans des industries lourdes implantées à proximité. Le Havre, en Seine-Maritime, deuxième port de France, a vu de nombreuses industries y réduire leurs effectifs et a subi la fermeture de ses chantiers navals en 1999. Dunkerque, dans le Nord, a souffert de la réduction des effectifs dans les industries lourdes (sidérurgie et métallurgie), combinée à un secteur tertiaire limité, et ce malgré l'essor du port. Rouen en Seine-Maritime, pourtant premier port fluvial de France, s'inscrit dans la même logique à un degré moindre, son économie étant plus diversifiée. Autre ville portuaire, Boulogne-sur-Mer connaît le déclin de la pêche et des industries lourdes (aciéries). Enfin, d'autres unités urbaines s'affaiblissent dans d'autres secteurs. Chalon-sur-Saône, en Saône-et-Loire, décroît notamment du fait de la chute des effectifs dans l'industrie photographique, mais aussi en raison d'une forte para-urbanisation. Bourges, dans le Cher, et Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées, ont, toutes les deux, été victimes de la crise de l'industrie de l'armement.

Trois villes en difficulté de diversification

Enfin, le troisième type des villes en déclin démographique se compose d'unités urbaines au tissu économique faiblement diversifié et situées dans des régions en dépeuplement. C'est le cas de Vichy, dans l'Allier, toujours trop centrée sur le thermalisme, et de Nevers dans la Nièvre. Enfin, Châlons-en-Champagne dans la Marne, malgré sa proximité de l'Europort Vatry, éprouve des difficultés, comme Nevers, en raison d'un maigre tissu industriel.

La géographie des évolutions démographiques des unités urbaines françaises de plus de 50 000 habitants oppose globalement les unités urbaines de la moitié Sud de la France en vive croissance, de celles d'un grand quart nord-est en déclin, même si des exceptions notables se constatent, comme Béziers en déclin dans le département de l'Hérault ou Haguenau en croissance à l'est. Concernant les facteurs explicatifs des écarts de croissance, la géographie du déclin démographique épouse celle du déclin éco-

TABLEAU 2 : LES 25 VILLES COMPTANT PLUS DE 50 000 HABITANTS EN DÉPEUPLEMENT

Rang	Unité urbaine et numéro du département	Nombre d'habitants		Évolution 1975-2006
		1975	2006	
90	72 Le Mans	193 944	192 910	-0,5 %
91	76 Rouen	391 133	388 798	-0,6 %
92	18 Bourges	91 332	90 355	-1,1 %
93	57 Metz	326 490	322 946	-1,1 %
94	59 Dunkerque	185 621	182 973	-1,4 %
95	62 Béthune	264 988	259 293	-2,1 %
96	36 Châteauroux	66 836	65 300	-2,3 %
97	42 Saint-Chamond	84 227	81 715	-3,0 %
98	03 Vichy	63 369	60 889	-3,9 %
99	65 Tarbes	81 490	77 492	-4,9 %
100	62 Boulogne-sur-Mer	95 802	90 483	-5,6 %
101	88 Epinal	65 218	61 441	-5,8 %
102	71 Chalon-sur-Saône	78 430	73 732	-6,0 %
103	62 Douai-Lens	547 892	512 462	-6,5 %
104	59 Valenciennes	385 024	355 660	-7,6 %
105	58 Nevers	59 424	54 830	-7,7 %
106	51 Chalons-en-Champagne	63 407	58 181	-8,2 %
107	59 Maubeuge	105 420	96 470	-8,5 %
108	34 Béziers	89 954	81 913	-8,9 %
109	57 Forbach	98 567	88 842	-9,9 %
110	76 Le Havre	265 027	238 776	-9,9 %
111	08 Charleville-Mézières	69 124	61 881	-10,5 %
112	02 Saint-Quentin	76 754	66 915	-12,8 %
113	42 Roanne	89 966	77 994	-13,3 %
114	57 Thionville	152 653	130 437	-14,6 %
115	42 Saint-Étienne	337 057	286 400	-15,0 %
116	25 Montbéliard	132 343	109 118	-17,5 %
117	03 Montluçon	72 758	59 786	-17,8 %
	TOTAL	4 534 250	4 227 992	-6,8 %

Chiffres RGP 1975 (population sans doubles comptes) - RP 2006 (population municipale).

nomique de manière assez remarquable, même si, dans certains cas, une para-urbanisation poussée vient accentuer l'ampleur du déclin. En revanche, la géographie de la hausse démographique paraît moins corrélée à l'évolution économique ; d'autres facteurs entrent en jeu, comme le cadre de vie et la para-urbanisation aux effets inverses. ●

Lexique

Émigration industrielle : déficit migratoire constaté dans des villes anciennement industrielles et s'expliquant par leurs difficultés de reconversion ou par l'importance des restructurations.

Héliotropisme positif : attirance spécifique dont disposent des villes considérées comme davantage ensoleillées. Ne pas omettre l'adjectif « positif » car il pourrait aussi exister, par exemple en cas de canicules répétées, un héliotropisme négatif qui signifierait l'attraction spécifique pour des villes à l'écart d'un surensoleillement.

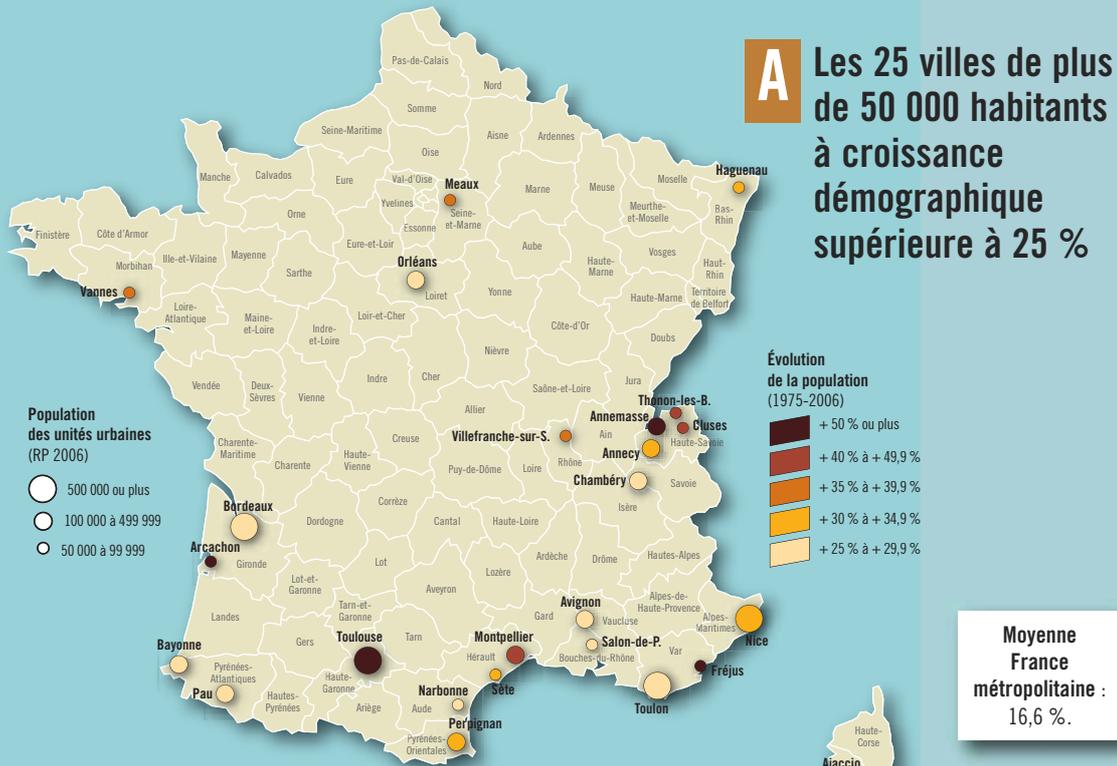
Para-urbanisation (ou périurbanisation d'agglomération - le préfixe « para » signifiant en grec « à côté de ») : processus conduisant au peuplement d'espaces de morphologie rurale situés à la périphérie des unités urbaines et dont une proportion importante de la population active occupée vient exercer quotidiennement ses activités professionnelles dans l'unité urbaine.

Unité urbaine : commune ou ensemble de communes qui comporte sur son territoire une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants. En outre, chaque commune concernée possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie.

Ville-satellite : unité urbaine de faible ou moyenne importance, qui entretient des relations étroites avec un grand centre urbain relativement proche.



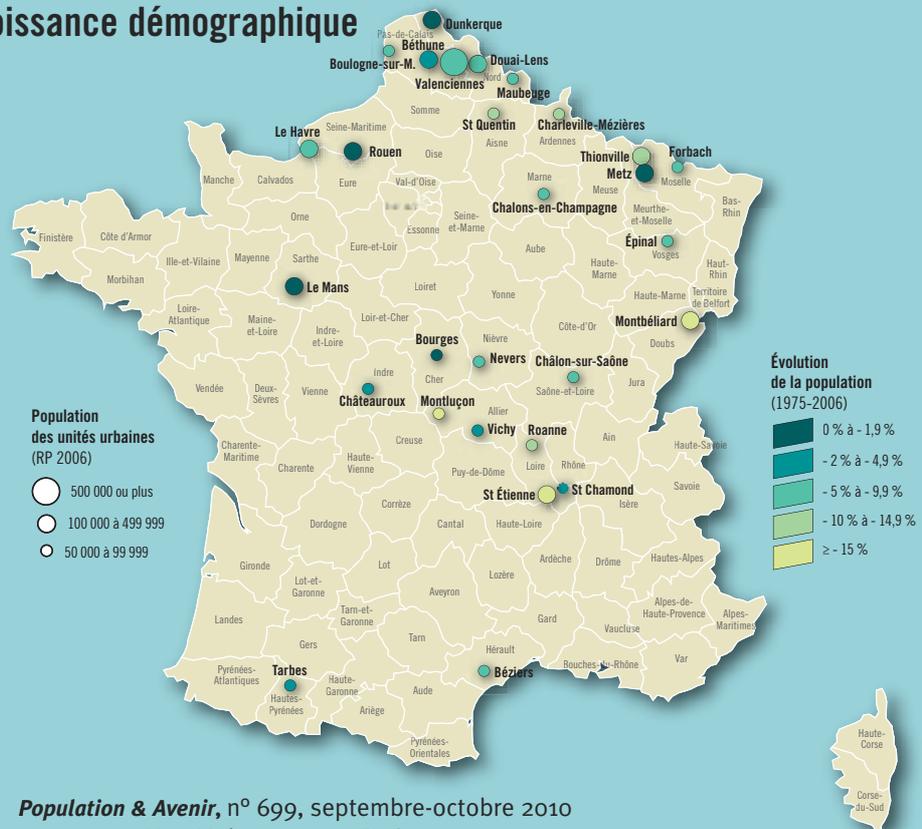
L'évolution de la population des villes de France



B Les 28 villes de plus de 50 000 habitants en décroissance démographique

En considérant l'échelle des unités urbaines, la France métropolitaine compte 117 villes de plus de 50 000 habitants. Parmi celles-ci :

- ▶ 25 ont enregistré une croissance élevée de leur population, supérieure à 25 %, en trois décennies, soit entre le recensement de 1975 et le dernier de 2006. 21 d'entre elles se situent dans les régions de la moitié sud de la France, essentiellement dans le quart sud-est.
- ▶ 28 ont enregistré une diminution de leur population. Il s'agit le plus souvent de villes anciennement industrielles. 14 d'entre elles sont situées dans le nord-est de la France et 8 dans le Massif central ou sur ses franges.



Population & Avenir, n° 699, septembre-octobre 2010
35, avenue Mac-Mahon - 75017 Paris
www.population-demographie.org

© Gérard-François Dumont, Laurent Chalard.